

La mobilité et l'accès aux services de la vie quotidienne

Analyse étude ELABE pour le Laboratoire de la Mobilité Inclusive

Dans le cadre des 5^{ème} Rencontres de la Mobilité Inclusive, le Laboratoire a confié au Cabinet ELABE la réalisation d'une étude visant à établir un état du ressenti des Français vis-à-vis de leur mobilité dans leur vie quotidienne. Après s'être intéressé au lien entre [mobilité et emploi](#) en 2017, cette année c'est l'accès aux services de la vie quotidienne qui a été investigué.

Méthodologie

Echantillon de 1 000 individus, représentatif des résidents de la France métropolitaine, âgés de 18 ans et plus.

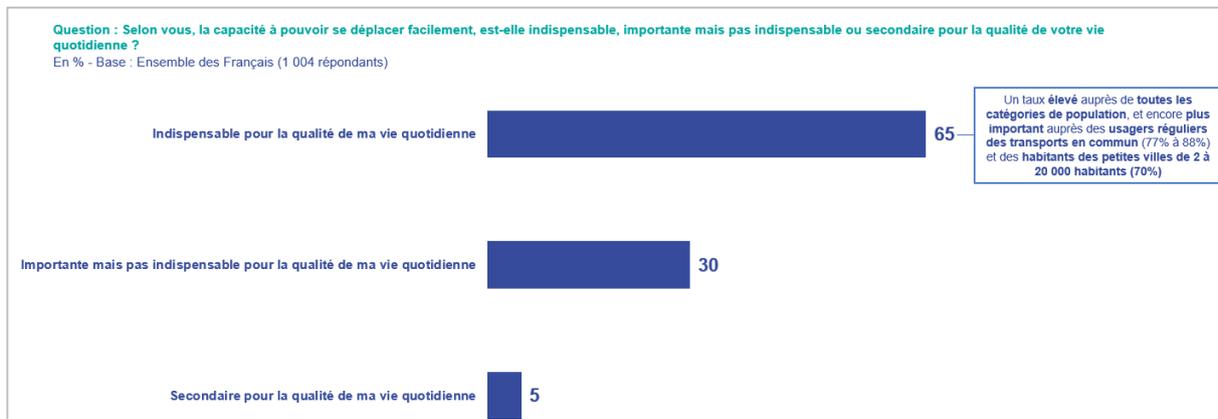
Représentativité assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, catégorie socioprofessionnelle du répondant, région et catégorie d'agglomération)

Interrogation online les 1^{er} et 2 mai 2018.

Se déplacer facilement : un indispensable à la qualité de la vie quotidienne

65% des Français considèrent que la capacité à pouvoir se déplacer facilement est *indispensable* pour la qualité de leur vie quotidienne. S'ils ne la considèrent pas comme « indispensable », 30% l'estiment tout de même *importante* pour leur quotidien.

Cette capacité apparaît clairement comme primordiale pour l'ensemble des catégories de population, quel que soit l'âge, le sexe, la profession ou le lieu de résidence.

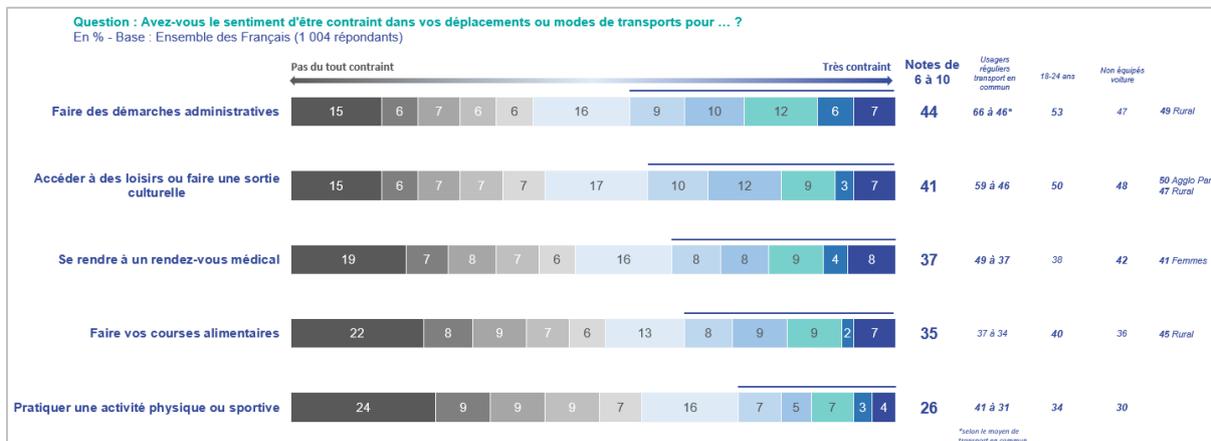


Cette opinion est encore plus largement partagée parmi les usagers réguliers de transport en commun, et ce quelle que soit la région de résidence. En effet, les usagers fréquents du bus, tramway, métro, RER / Transilien / TER / Intercités ou TGV sont plus de 75% à juger que *pouvoir se déplacer facilement* est un besoin de première nécessité pour leur vie quotidienne.

Dans une moindre mesure, les habitants des petites agglomérations (2 000 à 20 000 habitants) affirment eux aussi plus largement la dimension primordiale d'une mobilité aisée (70%).

Un accès contraint aux services du quotidien pour plus d'1 Français sur 3

3 à 4 Français sur 10 estiment être contraints dans leur déplacement ou modes de transport pour faire des démarches administratives (44%), accéder à des loisirs ou faire une sortie culturelle (41%), se rendre à un rendez-vous médical (37%), faire ses courses alimentaires (35%) ou pratiquer une activité physique ou sportive (26%).



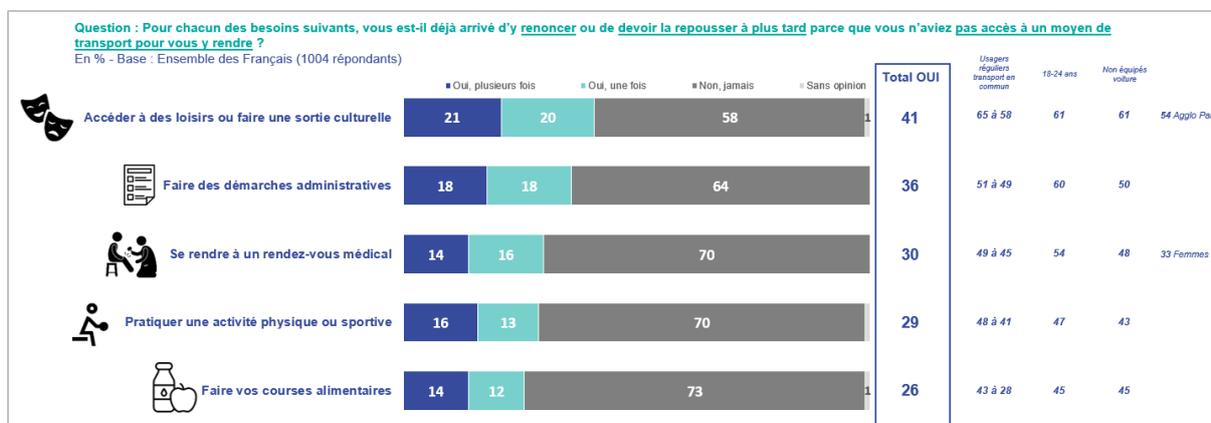
Quel que soit le type d'activité ou services, cette contrainte est encore plus largement vécue par certains publics :

- d'un point de vue des habitudes de mobilité, **les usagers réguliers des transports en commun** (31% à 66% selon le service du quotidien et le moyen de transport) et **les personnes non équipées d'une voiture** (30% à 48%) apparaissent comme les publics les plus contraints pour accéder aux services du quotidien.

Ces publics, non équipés de voiture et/ou usagers fréquents, étant plus jeunes que la moyenne, la contrainte est logiquement plus souvent vécue par **les 18-24 ans** (34% à 53%) et dans une moindre mesure **les 25-34 ans et 35-49 ans**.

- Plus largement, les **actifs** déclarent rencontrer davantage d'entraves dans leur mobilité aux services du quotidien, que les retraités. Dans le détail, les cadres (31% à 50%) et les employés (34% à 52%) sont les plus touchés par ces problématiques.
- Les **habitants des communes rurales** se montrent eux aussi davantage contraints, notamment concernant les démarches administratives (49%), l'accès à la culture ou aux loisirs (47%) et les courses alimentaires (45%, soit 10 points de plus que la moyenne).
- Plus spécifiquement, les habitants de l'agglomération parisienne affirment plus largement que la moyenne rencontrer des contraintes pour accéder à des loisirs ou faire une sortie culturelle (50%), et les femmes concernant les rendez-vous médicaux (41%).

Au-delà de la contrainte perçue, **3 à 4 Français sur 10 déclarent avoir déjà renoncé ou repoussé à plus tard (par défaut de mobilité) à accéder à des loisirs ou faire une sortie culturelle (41%), faire des démarches administratives (36%), se rendre à un rendez-vous médical (30%), pratiquer une activité physique ou sportive (29%), ou faire ses courses alimentaires (26%).**

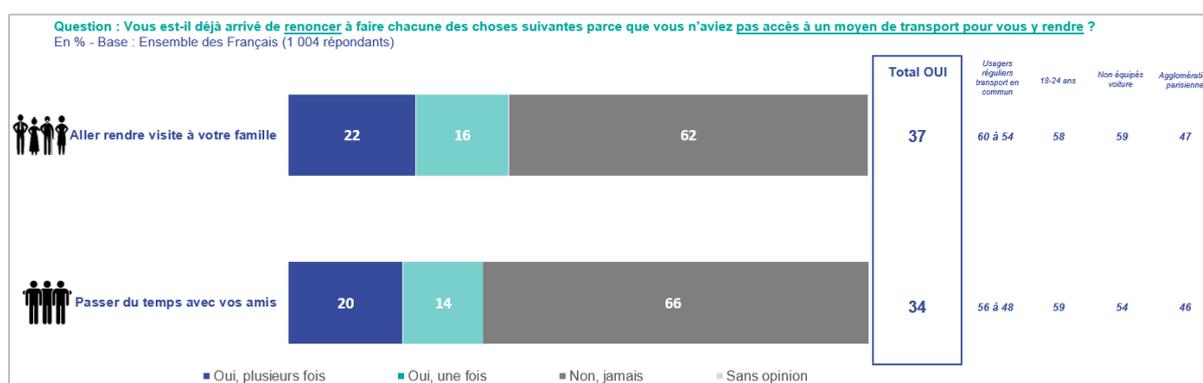


Pour les publics « contraints », le taux de renoncement est nettement plus important : ce sont une nouvelle fois les non-équipés d'une voiture (15/20 points de plus), les usagers réguliers des transports en commun (15/25 points de plus), les plus jeunes (18/24 points de plus), les cadres et les employés qui se retrouvent le plus souvent face à des situations de renoncement à accéder aux services du quotidien.

A noter que les habitants de l'agglomération parisienne déclarent plus largement que la moyenne avoir déjà renoncé à accéder à des loisirs ou faire une sortie culturelle (54%), et 33% des femmes concernant les rendez-vous médicaux.

Une entrave au lien social pour plus d'un tiers des Français...

37% des Français affirment qu'ils ont déjà renoncé à rendre visite à leur famille car il n'avait pas accès à un moyen de transport pour s'y rendre. Un chiffre quasiment aussi important lorsqu'il s'agit de passer de temps avec ses amis (34%).



Une nouvelle fois, comme pour les services du quotidien évoqué précédemment, l'entrave au lien social pour cause de mobilité est plus largement vécue par les **non-équipés de voiture** (54/59%), les **usagers réguliers des transports en commun** (48% à 60%), les **plus jeunes** (58-59%), et les actifs notamment **cadres** (38/46%) **et employés** (42/44%).

A signaler toutefois une différence notable : le taux de renoncement atteint 46/47% auprès des **habitants de l'agglomération parisienne**, soit 10/12 points de plus que la moyenne des Français.

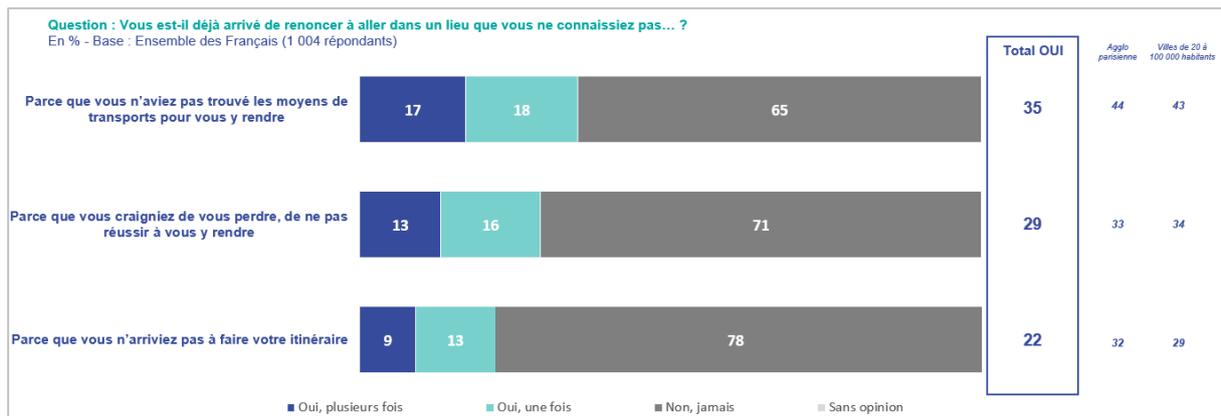
Le double-enjeu de l'accès et de la formation

La mobilité envers des lieux encore inconnus révèle un enjeu double : celui de l'accès, mais également de la formation pour répondre aux difficultés cognitives et psychologiques que rencontrent une part de la population.

Si le *manque de moyen de transport pour s'y rendre* a déjà été la cause d'un renoncement à se déplacer vers un lieu nouveau pour 35% des Français, 29% y ont déjà renoncé *par crainte de se perdre ou de ne pas réussir à s'y rendre* et 22% *par incapacité à construire son itinéraire*.

Concernant cette « mobilité de la découverte », les habitants des zones les plus urbaines (agglomération parisienne et agglomérations de plus de 100 000 habitants) semblent être les plus en difficulté.

A titre d'exemple, 32% des résidents de l'agglomération parisienne déclarent avoir renoncé à se rendre dans un lieu inconnu par incapacité à construire son itinéraire, soit 10 points de plus que la moyenne.



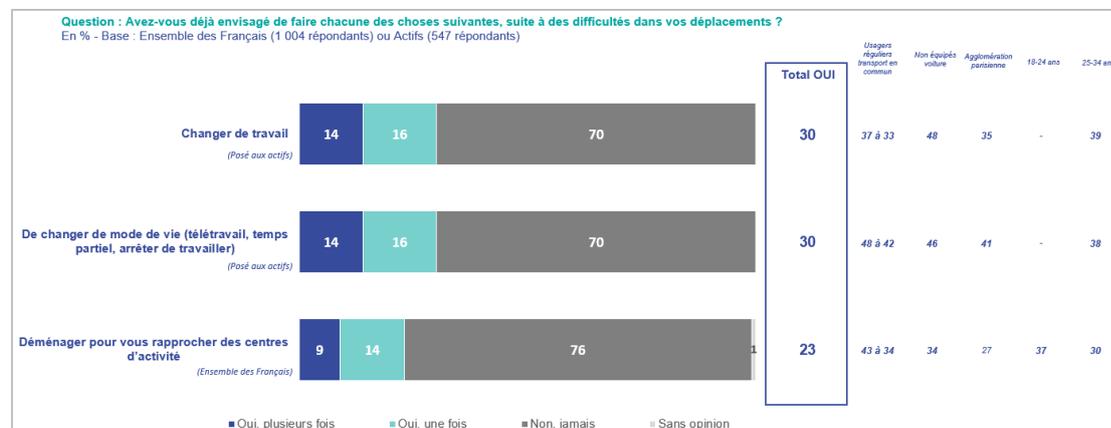
Déménagement, changement de travail ou de mode de vie sont envisagés par 23% à 30% des Français en raison d'une mobilité contrainte

Suite à des difficultés dans leur mobilité, 30% des actifs en emploi ont déjà envisagé de *changer de mode de vie (télétravail, temps partiel, arrêter de travailler)*, et de *changer de travail*.

Ces hypothèses de changement sont nettement plus fréquentes auprès des jeunes actifs (39% et 38% auprès des 25-34 ans) et des habitants des zones urbaines (33% dans les villes de plus de 100 000 habitants et 35%-41% dans l'agglomération parisienne).

23% des Français ont même déjà envisagé de déménager pour se rapprocher de leurs centres d'activité.

Une nouvelle fois, ce changement « radical » de vie est plus largement évoqué auprès des plus jeunes : 37% des 18-24 ans et 30% des 25-34 ans.



Pour améliorer leur mobilité du quotidien, les Français pointent avant tout l'aspect financier, mais aussi un réseau de transport en commun plus adapté et la possession d'un véhicule

Si 23% des Français (majoritairement des retraités) ne font état d'aucun besoin pour améliorer leur mobilité, 77% citent au moins un moyen d'amélioration (2,5 items cités en moyenne).

Pour l'opinion publique, l'aspect financier apparaît comme un incontournable pour améliorer la mobilité dans les déplacements du quotidien : plus d'un Français sur deux (53%) évoquent un coût de transport moins cher (essence, ticket de transport, assurance, etc.).

Ce besoin est le plus cité auprès de l'ensemble des catégories de population, quel que soit l'âge, la profession ou le lieu de résidence.

Plus d'un tiers des Français évoquent un réseau de transport en commun plus adapté : avec des horaires ou fréquence mieux adaptés à leur quotidien (35%), qui dessert leur domicile et/ou les lieux qu'ils fréquentent souvent (34%).

Une demande d'amélioration qui se révèle plus forte auprès des habitants de la région parisienne (49% et 43%). Aussi, ce besoin apparaît nettement plus important auprès des non-équipés de voiture (45%), à la même hauteur que l'aspect financier (45%).

20% des Français évoquent le besoin d'un véhicule (supplémentaire ou 1^{er} véhicule) pour améliorer leur mobilité au quotidien.

Cet item est nettement plus cité parmi les plus jeunes (42% des 18-24 ans et 34% des 25-34 ans), public particulièrement touché par les problèmes de mobilité. Il s'agit du 2^{ème} moyen le plus cité auprès de cette catégorie de population, après la dimension financière.

Le permis de conduire est cité par 13% des Français comme moyen d'amélioration de leur mobilité quotidienne. Une nouvelle fois, ce sont les jeunes plus spécifiquement (28% des 18-24 ans et 23% des 25-34 ans) qui en expriment davantage le besoin.

A noter que le développement du co-voiturage (10%), une aide individuelle du type explications et accompagnement (8%), le développement d'un service de location de véhicule (8%) et un entourage en capacité d'apporter son aide (8%) apparaissent comme des solutions d'amélioration pour une part des Français.

